

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Novembre 2002

FAITS SAILLANTS

 *En août, le produit intérieur brut (PIB) réel augmente pour un onzième mois consécutif, alimenté notamment par la croissance du secteur des biens.*

 *En octobre, 33 000 emplois sont créés (la plupart à temps partiel), ce qui ramène à 7,6 % le taux de chômage. Le marché de l'emploi au Canada se comporte bien depuis le début de 2002, comme en témoigne la création de 459 000 emplois.*

 *Jumelés à d'autres indicateurs, notamment les ventes au détail et les mises en chantier, ces facteurs indiquent une croissance soutenue bien que modérée au troisième trimestre.*

 *La faiblesse d'un bon nombre d'indicateurs économiques incite la Réserve fédérale américaine à retrancher 50 points de base à son taux directeur pour le fixer à 1,25 % le 6 novembre. Pour sa part, la Banque du Canada garde intact son taux cible du financement à un jour, soit 2,75 %, le 16 octobre.*

 *Les marchés financiers restent volatiles, et on note une baisse des taux d'intérêt à long terme nord-américains et un recul des marchés boursiers en novembre.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	979,3	0,1	3,2 Août
Biens	305,7	-0,4	2,9 Août
Services	673,9	0,3	3,4 Août
Indice composite	179,1	0,2	7,6 Sept.
Emplois (En milliers)	15 550	0,2	3,1 Oct.
Temps plein	12 572	-0,2	1,6 Oct.
Temps partiel	2 977	1,8	9,7 Oct.
Chômage (En %)	7,6	7,7	7,4 Oct.
Jeunes*	13,9	13,7	13,1 Oct.
Adultes*	6,4	6,5	6,3 Oct.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,3	2,6	2,6 Sept.
Ventes au détail (En M\$)	25 671	0,2	6,4 Août
Mises en chantier (En milliers)	220,1	10,2	27,4 Oct.
Balance commerciale* (En M\$)	4 078	5 037	4 052 Août
Exportations	34 750	-0,6	3,3 Août
Importations	30 674	2,6	3,7 Août
M&M	8 995	2,6	-3,6 Août
			Octobre
		13 novembre 2002	2001
Papier comm. à trois mois (En %)	2,81	2,83	2,45
Rendement des obligations à long terme (En %)	5,01	5,16	5,31
Dollar canadien (En cents US)	63,50	64,21	62,94

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Novembre 2002

TABLES DES MATIÈRES

L'économie	Page
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 15 novembre 2002. Il a été préparé par Marianne Blais, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras, Patrick Taylor et Jeff Waring de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami et François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



La croissance de la production ralentit en août...

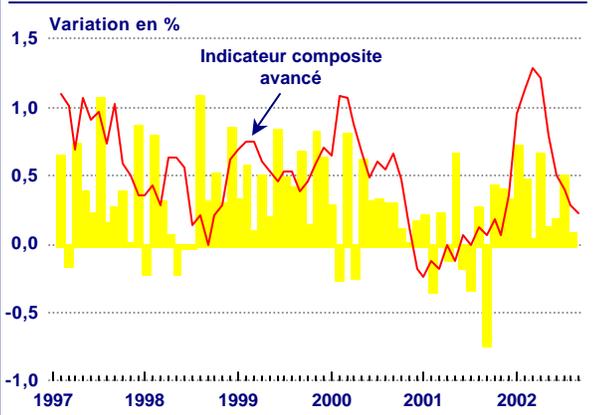
- À la suite d'une hausse de 0,5 % en juillet (après révision par rapport à 0,4 %), le PIB réel aux prix de base* a augmenté de 0,1 % en août. Par contre, la production industrielle (l'exploration minière, les services publics et la fabrication) s'est repliée de 0,4 % après avoir progressé de 1,6 % en juillet. Dans l'ensemble, le PIB réel s'est accru de 2,9 % (taux annuel) en juillet et en août par rapport au niveau du deuxième trimestre. Comme la croissance s'est établie à 4,3 % au deuxième trimestre, les renseignements ci-dessus laissent supposer une modération du rythme de croissance au troisième trimestre.

...dans le sillage des fortes baisses de la production notées dans l'agriculture, l'exploration minière et les services publics

- Des baisses de 1,6 % de l'activité minière et de la production des services publics, jumelées à un recul de 2,3 % de la production agricole, se sont traduites par un repli de 0,4 % dans le secteur producteur de biens. La faiblesse enregistrée dans les champs de pétrole a entraîné à la baisse les activités d'extraction minière, pétrolière et gazière, alors que la production d'électricité, qui avait été alimentée par une température exceptionnellement élevée en juillet, a diminué, ce qui a fait fléchir la production des services publics. L'industrie de l'agriculture continue de souffrir des contrecoups de la sécheresse. Néanmoins, la vive demande de logements neufs a alimenté l'essor de l'industrie de la construction. Dans le secteur manufacturier, la production s'est maintenue grâce à la vigueur des ventes de véhicules en Amérique du Nord.
- À la faveur des dépenses de consommation, la production du secteur des services a augmenté de 0,3 % en août, après avoir connu une hausse de 0,2 % en juillet. Huit des 13 principaux groupes ont enregistré des niveaux de production plus élevés, notamment l'information et la culture, les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs.

* À partir des données de juillet, la formule de l'indice en chaîne de Fisher est utilisée pour obtenir les estimations mensuelles du PIB. Le changement s'applique aux données remontant à janvier 1997 et s'appliquera aux données remontant à janvier 1961 d'ici un an.

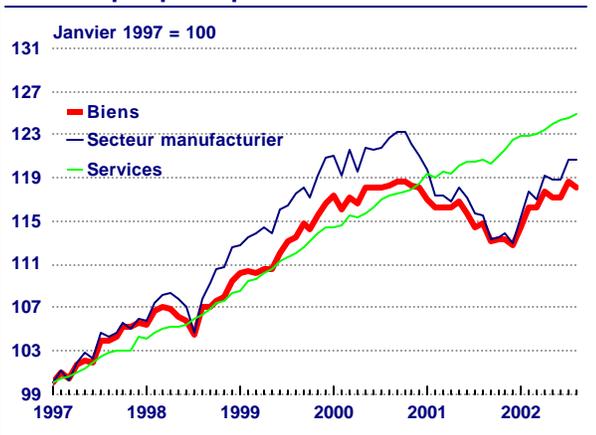
PIB réel aux prix de base



PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Août 2002	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	979 345	767	0,1	3,2
Secteur des entreprises	830 723	305	0,0	3,4
Biens	305 675	-1 133	-0,4	2,9
Agr., forest, pêche, chasse*	21 139	-498	-2,3	-3,5
Extraction - mines, pétrole, gaz	36 565	-601	-1,6	-3,0
Services publics	28 021	-462	-1,6	2,8
Construction	53 004	178	0,3	5,1
Fabrication	166 424	181	0,1	4,5
Services	673 889	1 911	0,3	3,4
Commerce de gros	57 869	150	0,3	4,8
Commerce de détail	53 837	-35	-0,1	4,8
Transport et entreposage	45 205	-36	-0,1	0,7
Information et culture	46 866	460	1,0	9,4
FASI**	193 452	96	0,0	3,0
Serv. professionnels***	45 187	414	0,9	1,9
Admin. et gestion des déchets	21 430	185	0,9	5,7
Enseignement	44 400	92	0,2	1,4
Soins de santé et assist. sociale	57 122	172	0,3	3,3
Arts, spectacles et loisirs	9 264	255	2,8	6,1
Hébergement et restauration	22 917	-11	-0,0	0,3
Autres	22 022	-1	-0,0	2,2
Administrations publiques	55 304	225	0,4	3,1

PIB réel par principal secteur



*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



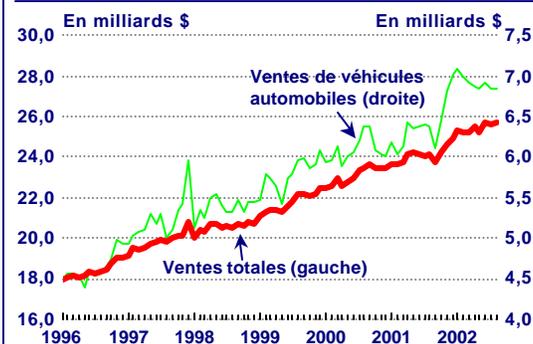
La croissance des dépenses de consommation se relâche au troisième trimestre...

- Selon les récents indicateurs, la croissance des dépenses de consommation réelles serait moins forte au troisième trimestre que celle enregistrée au trimestre précédent, soit 3,0 % (taux annuel). Après avoir augmenté de 4,9 % au premier semestre de l'année, la moyenne des ventes au détail réelles pour juillet-août est supérieure de 1,5 % (taux annuel) au niveau observé au deuxième trimestre. La hausse en août (+4,1 %), puis la baisse en septembre (-0,4 %) des ventes de véhicules neufs laissent supposer une baisse probable des ventes au détail réelles en septembre.

...mais les facteurs fondamentaux restent solides

- Le revenu personnel disponible a augmenté de 6,5 % au premier semestre de l'année, ce qui a permis aux consommateurs de hausser leur taux d'épargne, celui-ci passant de 4,6 % en 2001 à 5,3 %, soit le niveau plus élevé depuis 1996. Allié à une croissance soutenue de l'emploi en octobre, ce résultat présage d'une vigoureuse progression du revenu. De plus, les coûts d'emprunt sont restés près des creux record, et les taux hypothécaires ont fléchi en novembre. En outre, même si la confiance des consommateurs s'est quelque peu affaiblie en octobre, elle se maintient près des sommets historiques et à un niveau propice à une saine croissance des dépenses de consommation.
- Ces facteurs devraient contribuer à soutenir la croissance des dépenses pour le reste de l'année.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



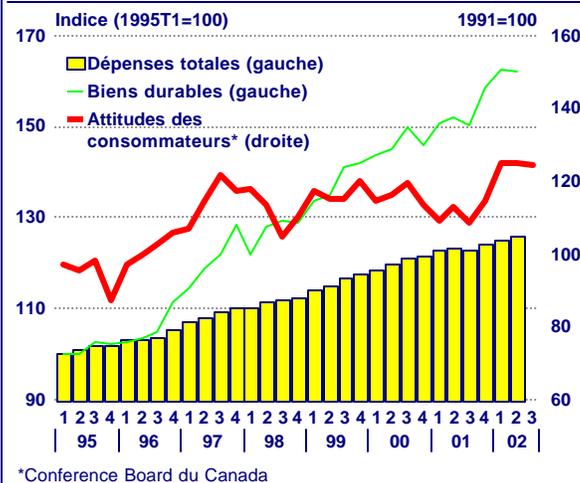
Ventes au détail et crédit à la consommation

Août 2002	Var. en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 671	0,2	6,4
Alimentation	5 597	0,3	4,6
Pharmacies	1 309	0,6	8,3
Vêtements	1 356	0,0	3,2
Meubles	1 498	-0,0	9,9
Automobiles	10 352	0,3	7,8
Magasins de march. diverses	2 834	-0,9	5,5
Tous les autres magasins	2 725	0,3	4,9
Total excluant véhicules automobiles	18 831	0,3	6,0
Crédit à la consommation	217	0,9	6,9

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	2000		2001		2002 T1		2002 T2	
Consommation réelle (En \$ 1997)	565 487	579 999	588 822	593 119				
Variation en %	3,7	2,6	2,8	3,0				
Biens durables	82 234	85 939	91 251	91 091				
Variation en %	6,1	4,5	9,2	-0,7				
Biens semi-durables	50 440	52 360	54 287	54 369				
Variation en %	4,5	3,8	8,0	0,6				
Biens non durables	131 791	133 186	134 207	134 739				
Variation en %	2,2	1,1	2,6	1,6				
Services	301 173	308 888	309 896	313 672				
Variation en %	3,7	2,6	0,5	5,0				
Revenu disponible	637 673	665 924	685 544	695 596				
Variation en %	6,9	4,4	7,0	6,0				
Taux d'épargne (En %)	4,8	4,6	5,3	5,3				
Ratio d'endettement (En %)	94,4	95,2	95,8	95,8				

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



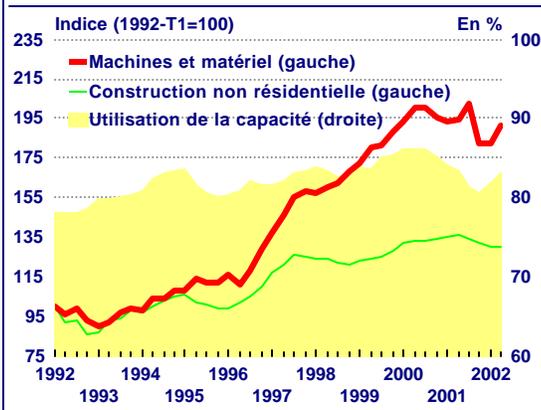
Les investissements dans les machines et le matériel se redressent au deuxième trimestre...

- Les investissements réels des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) sont montés en flèche au deuxième trimestre, soit de 20,6 %. Toutefois, il semble que la croissance des investissements se serait affaiblie au troisième trimestre. En effet, après avoir progressé de 13,4 % au deuxième trimestre, les importations de M&M n'avaient augmenté que de 1,6 % pour les mois de juillet et août. De plus, les expéditions de M&M ont légèrement augmenté en juillet et en août après avoir fait un bond de 20,0 % au deuxième trimestre.
- Par ailleurs, la valeur des investissements dans la construction non résidentielle a augmenté de 3,5 % au troisième trimestre, après avoir reculé de 1,7 % au deuxième.

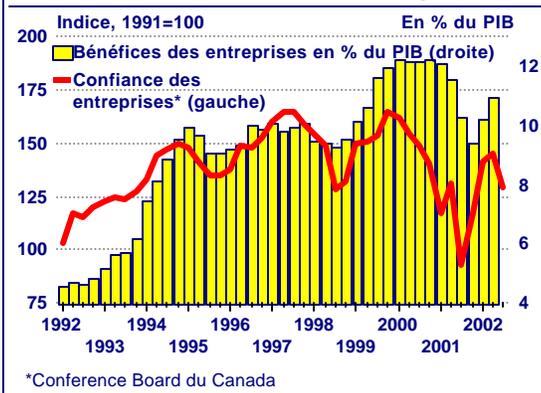
...et la progression des bénéfices, alliée au niveau élevé de confiance des entreprises, laisse supposer une relance durable

- L'indice de confiance des entreprises du Conference Board a reculé au troisième trimestre, mais il reste bien au-dessus des creux enregistrés en 2001. Les préoccupations relatives aux perspectives économiques mondiales et au conflit au Moyen-Orient sont à l'origine de cette baisse. Toutefois, les bénéfices d'exploitation ont progressé en 2002, et l'enquête du Conference Board montre que les entreprises restent optimistes quant à leurs perspectives financières et qu'elles sont disposées à investir dans les usines et le matériel.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T3	2001 T4	2002 T1	2002 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	89 094	87 145	91 295	82 118	82 509	86 456
Variation en %	9,3	-2,2	17,3	-34,5	1,9	20,6
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 762	48 126	48 165	47 230	46 470	46 514
Variation en %	6,4	0,8	-3,9	-7,5	-6,3	0,4
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	85,9	82,3	81,3	80,5	81,9	83,2
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	86,0	80,9	79,9	78,9	80,9	82,7
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	173 029	147 758	142 688	127 248	140 004	155 016
Variation en %	28,5	-14,6	-28,8	-36,8	46,5	50,3
Bénéfices - Industries non financières	136 086	113 095	104 704	97 968	108 924	121 832
Variation en %	35,6	-16,9	-40,0	-23,4	52,8	56,5
Bénéfices - Industries financières	36 944	34 662	37 984	29 276	31 084	33 184
Variation en %	7,9	-6,2	18,8	-64,7	27,1	29,9
Crédit aux entreprises	791 267	832 893	838 292	848 223	849 923	855 920
Variation en %	6,9	5,3	6,5	4,8	0,8	2,9



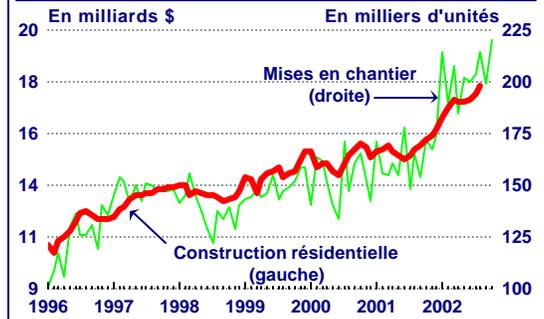
Dans le secteur du logement, l'activité reprend de la vigueur au troisième trimestre...

- Après avoir reculé de 1,5 % au deuxième trimestre, les dépenses réelles dans la construction résidentielle se sont accrues en juillet (1,5 %) et en août (1,6 %). De plus, l'offre de logements neufs est restée robuste au troisième trimestre, la valeur moyenne des permis de construction ayant augmenté de 2,0 % par rapport au niveau observé au deuxième trimestre.

...et les perspectives sont bonnes pour le reste de l'année

- Les mises en chantier, qui avaient légèrement régressé au deuxième trimestre, ont progressé de 5,3 % au troisième trimestre. Elles sont restées fermes en octobre, affichant une hausse de 10,4 % pour atteindre un nouveau sommet. Les reventes de logements ont également augmenté en octobre et affichent une hausse de 8,6 % par rapport au niveau du troisième trimestre.
- L'augmentation des prix des logements neufs, d'une année à l'autre, a été modérée en septembre (+4,2 %). Ce facteur, jumelé aux taux hypothécaires intéressants et à la hausse du revenu personnel, devrait continuer à soutenir le marché du logement.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

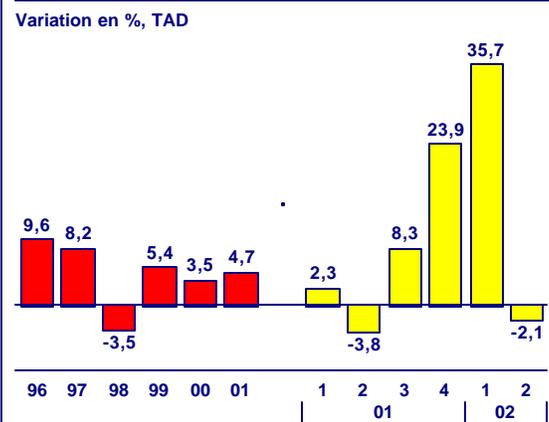
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	17 828	1,6%	18,0%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 446	-4,4%	34,6%
Ventes de logements existants (3) (nombre d'unités)	25 649	1 051	2 755
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	220 200	20 500	47 400
Terre-Neuve	2 300	-100	500
Île-du-Prince-Édouard	600	0	-400
Nouvelle-Écosse	5 000	600	1 400
Nouveau-Brunswick	4 300	700	-2 300
Québec	46 200	1 900	17 100
Ontario	89 300	11 400	17 200
Manitoba	3 800	-1 300	1 000
Saskatchewan	3 200	-1 400	-1 000
Alberta	42 300	4 800	9 600
Colombie-Britannique	23 200	3 900	4 300

1 - Données d'août 2 - Données de septembre 3 - Données d'octobre
Source : Statistique Canada; Association canadienne de l'immeuble; Société canadienne d'hypothèques et de logement

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000	2001	2002 T1	2002 T2
Construction par secteur	45 796	47 967	54 276	53 995
Variation en %	3,5	4,7	35,7	-2,1
Logements neufs	22 475	23 866	27 907	28 704
Variation en %	0,7	6,2	47,0	11,9
Travaux de réparation et d'amélioration	16 521	16 529	16 916	17 028
Variation en %	9,3	0,0	10,7	2,7
Frais de propriété et de transfert	7 050	7 754	9 464	8 432
Variation en %	5,0	10,0	50,3	-37,0
Construction résidentielle	46 043	48 201	54 456	54 253
Variation en %	3,4	4,7	35,3	-1,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

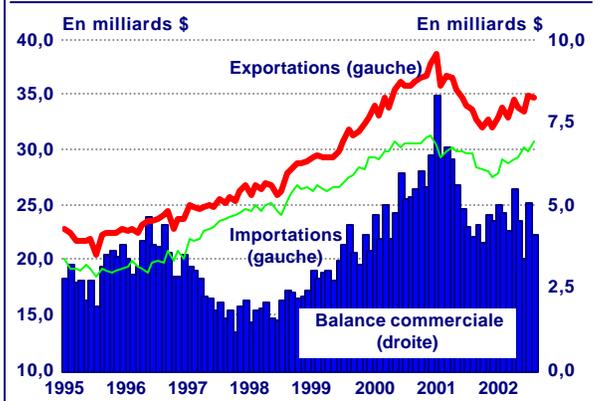
Les exportations se replient alors que les importations augmentent à nouveau en août...

- Le total des exportations de marchandises a diminué de 0,6 % en août, mais les exportations vers les États-Unis sont restées stables. Les exportations de produits forestiers (+3,0 %) ont continué à remonter la pente après avoir chuté en raison des mesures antidumping. Les exportations de produits automobiles (+1,8 %) se sont également accrues, sous l'impulsion des entreprises américaines qui ont augmenté leurs stocks. Par contre, les exportations de machines et matériel ont baissé de 2,2 % à cause de la mollesse des dépenses des entreprises américaines.
- Les importations ont poursuivi leur croissance (+2,6 %), cinq secteurs sur sept ayant enregistré des hausses. Les importations de machines et matériel ont augmenté (+2,6 %), tout comme celles des produits automobiles (+3,6 %). La hausse des prix des produits du pétrole et du charbon est principalement à l'origine de la montée en flèche des importations de produits énergétiques (+14,2 %).

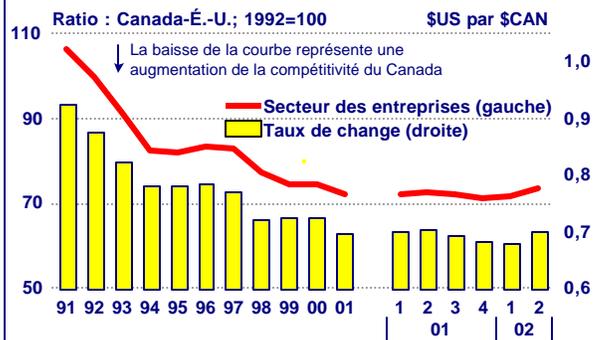
...ce qui fait fléchir l'excédent commercial

- L'excédent au chapitre du commerce des marchandises s'est replié de près de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 4,1 milliards en août.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a diminué de 500 millions de dollars pour se fixer à 7,7 milliards, et l'excédent commercial du Canada avec ses autres partenaires commerciaux a reculé de 460 millions pour passer à 3,6 milliards de dollars.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Sources : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Commerce de marchandises

Août 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Juillet 2002	Août 2002	Janv. - août 2001	Janv. - août 2002	Juillet à août 2002	Juillet à août 2002	Janv. - août 2001 à Janv. - août 2002
Exportations	34 945	34 750	285 181	271 246	-195	-0,6	-4,9
vers les États-Unis	29 666	29 762	241 788	230 222	96	0,3	-4,8
Importations	29 908	30 674	238 516	234 889	766	2,6	-1,5
en provenance des États-Unis	21 494	22 091	173 932	169 221	597	2,8	-2,7
Balance commerciale	5 037	4 078	46 665	36 357	-959		
avec les États-Unis	8 172	7 671	67 856	61 001	-501		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 586	2 630	20 330	20 511	44	1,7	0,9
Produits énergétiques	4 217	4 136	42 457	30 759	-81	-1,9	-27,6
Produits de la forêt	2 900	2 987	26 934	24 468	87	3,0	-9,2
Biens et matériaux industriels	6 001	5 869	44 661	46 210	-132	-2,2	3,5
Machines et matériel	7 907	7 736	68 105	62 815	-171	-2,2	-7,8
Produits automobiles	8 661	8 815	62 280	65 519	154	1,8	5,2
Autres biens de consommation	1 490	1 415	10 634	11 386	-75	-5,0	7,1
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 887	1 871	13 389	14 458	-16	-0,8	8,0
Produits énergétiques	1 350	1 542	12 909	10 390	192	14,2	-19,5
Produits de la forêt	269	273	1 947	2 082	4	1,5	6,9
Biens et matériaux industriels	5 800	5 868	46 531	45 797	68	1,2	-1,6
Machines et équipement	8 771	8 995	77 960	70 054	224	2,6	-10,1
Produits automobiles	6 896	7 143	48 335	53 459	247	3,6	10,6
Autres biens de consommation	3 939	3 918	28 526	30 452	-21	-0,5	6,8

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

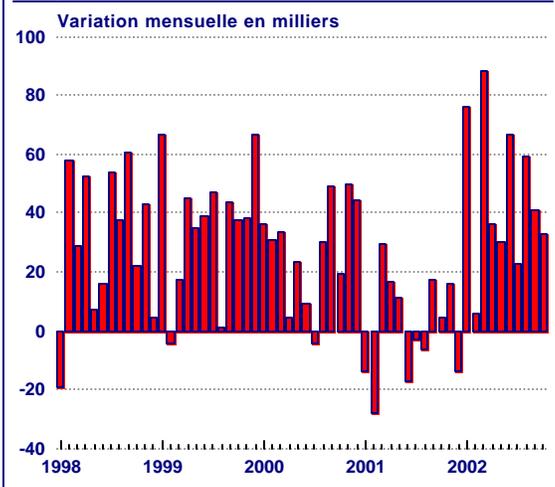
L'emploi progresse encore une fois en octobre...

- Le nombre d'emplois a augmenté en octobre, soit de 33 000, ce qui est un peu moins qu'en août (+41 000) et septembre (+59 000). Néanmoins, le nombre de nouveaux emplois depuis le début de l'année s'élève à 459 000, soit une hausse de 3,0 %. Il s'agit de la plus vive croissance de l'emploi pour cette période depuis 1987. Par comparaison, le marché du travail aux États-Unis ne compte que 5 000 emplois de plus depuis janvier.
- Pour un deuxième mois d'affilée, les emplois à temps partiel sont à l'origine de la hausse de l'emploi, étant donné que le nombre d'emplois à temps plein a diminué de 0,2 %. Les nouveaux emplois se comptent surtout chez les adultes puisque chez les jeunes, l'emploi n'a que légèrement progressé.
- Le nombre d'heures travaillées a fléchi de 1,6 % en octobre, après avoir diminué de 0,2 % au troisième trimestre. La baisse d'octobre est largement attribuable au fait qu'un plus grand nombre d'employés ont pris congé pour l'Action de grâce et que certains employés à temps plein sont devenus des employés à temps partiel. Néanmoins, le nombre d'heures travaillées en octobre était supérieur de 2,7 % au nombre de l'an dernier.

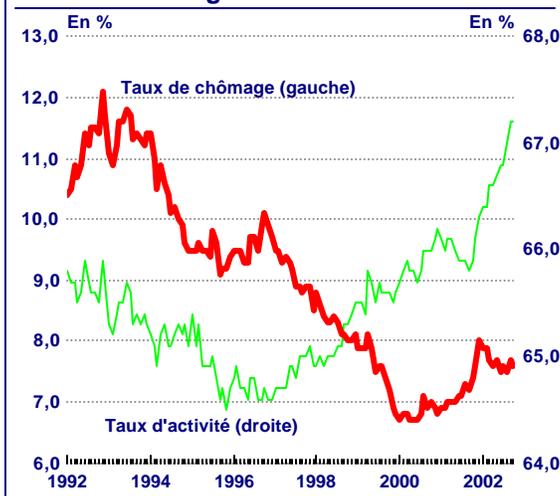
... et le taux de chômage diminue et passe à 7,6 %

- Le taux de chômage s'est replié de 0,1 point de pourcentage, pour se situer à 7,6 % en octobre, puisque l'augmentation du nombre d'emplois a plus que compensé l'augmentation de la population active.
- Le taux de participation est resté le même en octobre, soit 67,2 %, alors que le taux d'emploi a de nouveau augmenté pour se situer à 62,1 %. Les deux taux sont donc à leur niveau le plus élevé depuis avril 1990.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2001	Septembre 2002	Octobre 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 088,3	15 516,7	15 549,5	32,8	461,2	459,3	0,2	3,1
Temps plein	12 374,3	12 592,4	12 572,0	-20,4	197,7	234,8	-0,2	1,6
Temps partiel	2 714,0	2 924,3	2 977,4	53,1	263,4	224,4	1,8	9,7
Jeunes 15-24	2 297,7	2 376,8	2 382,9	6,1	85,2	82,6	0,3	3,7
Adultes 25+	12 790,6	13 139,9	13 166,6	26,7	376,0	376,7	0,2	2,9
Travailleurs indépendants	2 306,7	2 373,5	2 412,0	38,5	105,3	130,4	1,6	4,6
Chômage	1 201,2	1 289,0	1 282,4	-6,6	81,2	-36,4	-0,5	6,8
Taux de chômage	7,4	7,7	7,6	-0,1	0,2	-0,4		
Jeunes 15-24	13,1	13,7	13,9	0,2	0,8	-0,1		
Adultes 25+	6,3	6,5	6,4	-0,1	0,1	-0,5		
Population active	16 289,5	16 805,7	16 831,8	26,1	542,3	422,8	0,2	3,3
Taux d'activité	65,9	67,2	67,2	0,0	1,3	0,9		
Taux d'emploi	61,0	62,0	62,1	0,1	1,1	1,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

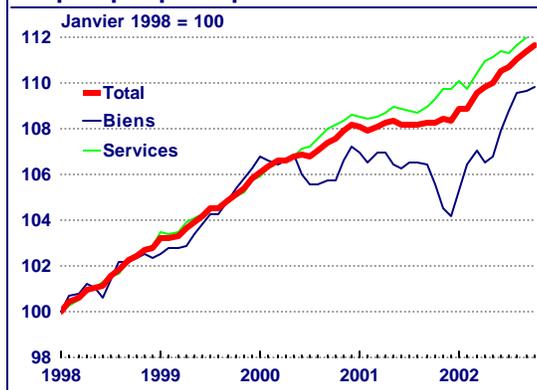
L'emploi progresse dans le secteur des biens...

- En octobre, 9 000 emplois ont été créés dans le secteur des biens, comparativement à 2 000 emplois en septembre. Il s'agit tout de même d'un nombre largement inférieur à la hausse moyenne de 33 000 emplois enregistrée durant les trois mois précédents. Les gains observés en octobre sont le fait de l'industrie de la construction, qui a profité d'une forte demande du marché du logement, ainsi que des industries de l'agriculture et des ressources naturelles.
- L'emploi s'est replié pour un deuxième mois de suite dans le secteur manufacturier. Néanmoins, ce dernier a créé 117 000 emplois depuis le début de l'année.

...et dans les industries de services

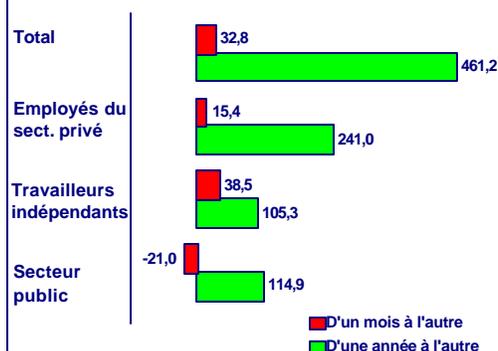
- Le secteur des services compte 24 000 nouveaux emplois en octobre, cinq des onze principaux groupes faisant état d'une hausse de l'emploi. L'hébergement et l'alimentation comptent 20 000 nouveaux emplois, ce qui représente la plupart des gains enregistrés depuis le début de l'année dans cette industrie.
- L'emploi dans les services de gestion et d'administration, qui montrait des signes de faiblesse depuis avril, s'est redressé en octobre. Par contre, les services d'enseignement et le transport ont subi les plus lourdes pertes d'emplois.
- Poursuivant sa trajectoire ascendante amorcée en avril, le travail autonome a progressé avec 39 000 emplois de plus en octobre. Depuis le début de l'année, il a augmenté de 5,7 % grâce aux gains réalisés par les services professionnels et scientifiques, l'agriculture et les services sociaux. Le secteur public a fait une pause, enregistrant une perte de 21 000 emplois. Néanmoins, l'emploi dans ce secteur affiche une hausse de 3,7 % en 2002, à la faveur des gains enregistrés par les services d'enseignement et les soins de santé.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Octobre 2002 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2001	Septembre 2002	Octobre 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 840,8	3 988,7	3 997,3	8,6	156,5	205,9	0,2	4,1
Agriculture	319,9	341,5	352,7	11,2	32,8	40,0	3,3	10,3
Ressources naturelles*	297,4	267,1	267,6	0,5	-29,8	-23,3	0,2	-10,0
Services publics	123,7	137,6	129,6	-8,0	5,9	7,9	-5,8	4,8
Construction	850,8	893,4	913,0	19,6	62,2	64,4	2,2	7,3
Fabrication	2 249,1	2 349,1	2 334,4	-14,7	85,3	117,0	-0,6	3,8
Services	11 247,5	11 528,0	11 552,2	24,2	304,7	253,4	0,2	2,7
Commerce	2 414,0	2 427,7	2 426,1	-1,6	12,1	-6,4	-0,1	0,5
Transport	764,5	787,5	772,7	-14,8	8,2	27,0	-1,9	1,1
FASI*	869,8	907,6	904,6	-3,0	34,8	31,8	-0,3	4,0
Services prof./scientifiques	968,6	1 012,8	1 007,6	-5,2	39,0	37,9	-0,5	4,0
Administration et gestion	567,2	584,6	602,3	17,7	35,1	33,3	3,0	6,2
Enseignement	979,9	1 035,1	1 018,6	-16,5	38,7	47,9	-1,6	3,9
Soins de santé/assist. sociale	1 546,9	1 631,3	1 643,1	11,8	96,2	78,3	0,7	6,2
Information, culture, loisirs	709,5	690,3	683,0	-7,3	-26,5	-13,8	-1,1	-3,7
Hébergement et restauration	980,1	996,0	1 016,1	20,1	36,0	24,9	2,0	3,7
Autres services	676,0	679,5	696,5	17,0	20,5	-1,7	2,5	3,0
Administrations publiques	771,0	775,5	781,5	6,0	10,5	-6,0	0,8	1,4

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

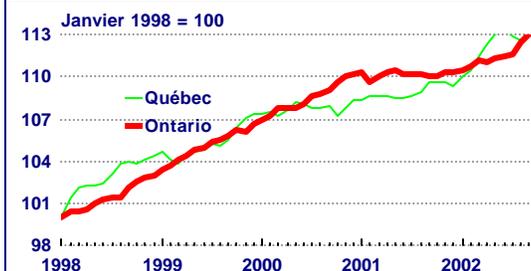
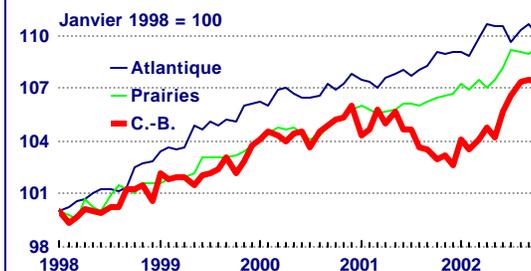
Les gains d'emplois sont concentrés dans les provinces du Centre et les Prairies...

- C'est en Ontario (+20 000) et au Québec (+12 000) que l'on a recensé les plus fortes progressions de l'emploi. En Ontario, les gains ont été répartis dans toutes les industries. Au Québec, le commerce et les autres services sont les principaux responsables de la hausse. L'emploi s'est également amélioré dans les Prairies.
- Les provinces atlantiques et la Colombie-Britannique ont subi des pertes d'emplois.

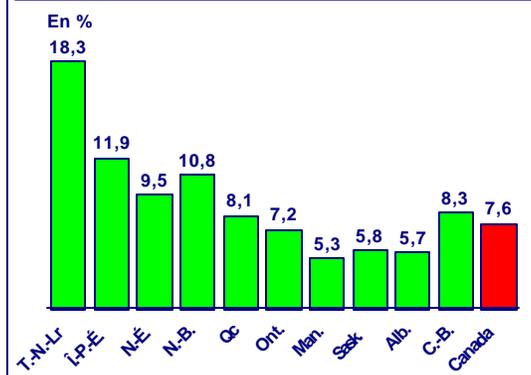
...et le taux de chômage recule dans la moitié des provinces

- Dans la région atlantique, le taux de chômage a augmenté de 1,5 point de pourcentage, pour passer à 18,8 % à Terre-Neuve-et-Labrador, et de 0,6 point de pourcentage, pour passer à 10,8 % au Nouveau-Brunswick, ce qui témoigne d'une perte d'emplois importante. Le taux de chômage a quelque peu diminué en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Au Québec, le taux de chômage a perdu 0,3 point de pourcentage en octobre pour se fixer à 8,1 %, ce qui est largement inférieur au sommet enregistré en décembre dernier (9,7 %). Le taux de l'Ontario a été ramené à 7,2 %. Toutefois, depuis le début de l'année, le Québec connaît une plus forte croissance de l'emploi et une moins grande croissance de la population active que l'Ontario. C'est ce qui explique que l'écart entre les taux de chômage des deux provinces se soit rétréci, passant de 2,8 points de pourcentage en décembre 2001 à 0,9 point en octobre.
- Au Manitoba, le taux de chômage a bondi pour s'établir à 5,3 %. Il reste néanmoins le taux le plus faible au Canada. Le taux de chômage a légèrement progressé en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, alors qu'il n'a presque pas changé en Alberta.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Octobre 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Octobre 2002	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Octobre 2002	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	15 549,5	32,8	0,2	461,2	3,1	7,6	-0,1	0,2	
Terre-Neuve-et-Labrador	211,3	-2,4	-1,1	-1,4	-0,7	18,3	1,5	2,3	
Île-du-Prince-Édouard	67,6	-0,7	-1,0	1,6	2,4	11,9	-0,1	-0,7	
Nouvelle-Écosse	428,5	-1,1	-0,3	-0,6	-0,1	9,5	-0,2	-0,2	
Nouveau-Brunswick	346,9	-1,5	-0,4	10,1	3,0	10,8	0,6	0,2	
Québec	3 614,3	11,8	0,3	116,6	3,3	8,1	-0,3	-0,5	
Ontario	6 139,5	20,3	0,3	183,8	3,1	7,2	-0,1	0,6	
Manitoba	569,0	0,7	0,1	5,5	1,0	5,3	0,5	0,5	
Saskatchewan	489,6	2,2	0,5	22,0	4,7	5,8	0,3	-0,2	
Alberta	1 683,2	6,5	0,4	42,4	2,6	5,7	-0,1	1,2	
Colombie-Britannique	1 999,6	-2,9	-0,1	81,2	4,2	8,3	0,2	-0,1	



Prix à la consommation et prix des produits de base

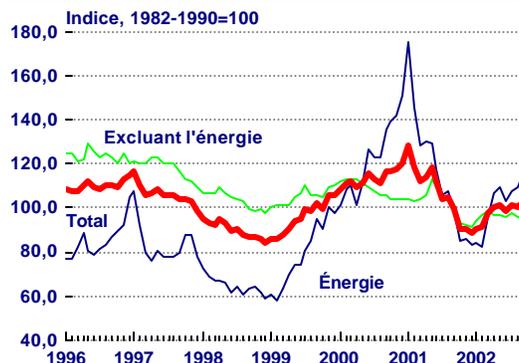
L'inflation ralentit et passe à 2,3 % en septembre...

- En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 2,3 % en septembre, par rapport à 2,6 % en août. Ce ralentissement est en grande partie attribuable aux plus faibles hausses de prix du transport et de dépenses du ménage.
- D'un mois à l'autre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) n'a pas changé en septembre après avoir gagné 0,4 % en août. Cela s'explique par une hausse beaucoup plus faible des prix de l'énergie (0,9 % par rapport à 3,4 % en août) et une baisse des prix des aliments et des dépenses du ménage. À l'exception des prix de l'énergie, l'indice a diminué de 0,1 % après avoir augmenté de 0,1 % en août. Depuis le début de 2002, les prix de l'énergie, des cigarettes et du transport aérien ont enregistré des hausses substantielles.
- En octobre, les prix des produits de base étaient supérieurs de 13,1 %, d'une année à l'autre, ce qui représente une hausse de 2,4 % pour septembre. Cette augmentation a été alimentée par la vigueur soutenue des prix de l'énergie et la croissance des prix des produits agricoles.

...et l'inflation selon l'indice de référence reste au-dessus des 2 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, est restée à 2,5 % en septembre, soit au-dessus du point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Prix des produits de base (\$US)



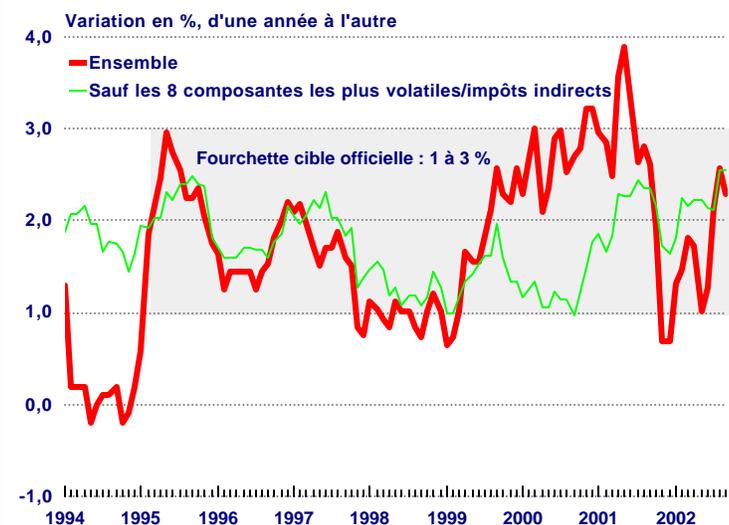
Prix à la consommation

	Septembre 2002		
	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	120,1	0,0	2,3
Alimentation	119,2	-0,8	2,0
Logement	114,6	0,4	1,1
Dépenses du ménage	113,8	-0,4	0,5
Habillement et chaussures	107,3	2,2	-0,6
Transport	136,8	-0,1	2,9
Santé et soins personnels	115,7	0,1	1,3
Loisirs, formation et lecture	128,7	0,2	2,1
Alcool et tabac	129,9	0,1	22,0
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	120,8	0,2	2,5
Énergie	134,6	0,9	-1,8

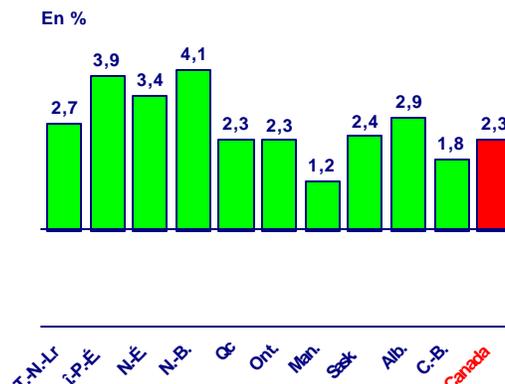
Prix des produits de base (octobre 2002)

	Indice, 1982-1990=100	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
Indice, 1982-1990=100	101,9	0,0	13,1
Excluant l'énergie	95,1	-0,1	2,3
Énergie	114,5	0,1	35,2

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Septembre 2002





Taux d'intérêt à court et à long terme

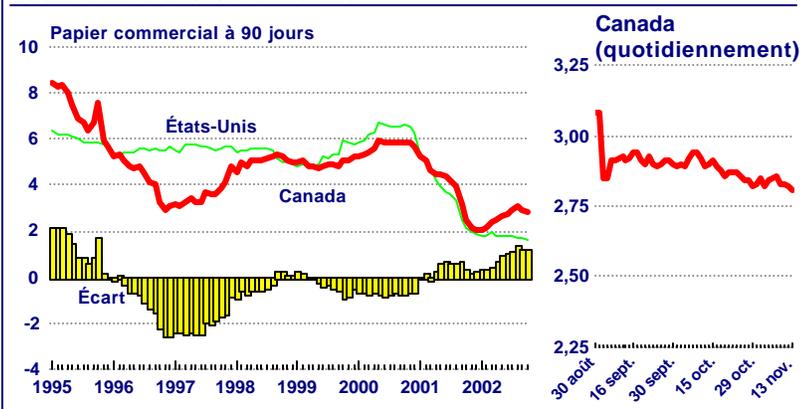
La Réserve fédérale américaine réduit de 50 points de base son taux directeur, alors que la Banque du Canada reste vigilante

- En raison des craintes entourant la situation géopolitique au Moyen-Orient et le relâchement de l'économie américaine, la Réserve fédérale américaine a décidé de réduire de 50 points de base son taux des fonds fédéraux et son taux d'escompte pour les faire passer à 1,25 %, le 6 novembre. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,75 %, le 16 octobre et, plus tard, dans son rapport semestriel sur la politique monétaire du 23 octobre, elle a fait savoir qu'elle n'augmentera pas son taux directeur, à moins que des pressions sur l'appareil de production et l'inflation au pays ne justifient une telle mesure. Compte tenu de ces événements, les taux à court terme ont fléchi aux États-Unis, mais ils sont restés stables au Canada, ce qui s'est traduit par un élargissement de l'écart entre les taux canadiens et américains. Le 13 novembre, l'écart entre les rendements du papier commercial à 90 jours était de 150 points de base, soit le plus grand écart depuis octobre 1995.

L'aversion pour le risque fait fléchir de nouveau les rendements des obligations nord-américaines

- Depuis quelques semaines, les prix des obligations se redressent dans la foulée de la détente de la politique monétaire aux États-Unis et des craintes persistantes au sujet des conséquences néfastes d'une éventuelle guerre au Moyen-Orient sur la fragile reprise aux États-Unis et dans le monde. Le 13 novembre, les rendements des obligations à dix ans du Trésor américain et du gouvernement canadien s'élevaient, respectivement, à 3,84 % et 5,01 %, en baisse de 43 et 33 points de base par rapport aux sommets atteints le 22 octobre. Ainsi, l'écart entre les taux longs des États-Unis et du Canada s'est établi à 1,17 % le 13 novembre, soit à peu près le même qu'à la fin d'octobre.
- À la lumière de ces événements, les taux hypothécaires canadiens ont diminué, le taux à cinq ans s'établissant à 6,70 % le 13 novembre comparativement à 7,0 % à la fin d'octobre.

Taux d'intérêt à court terme

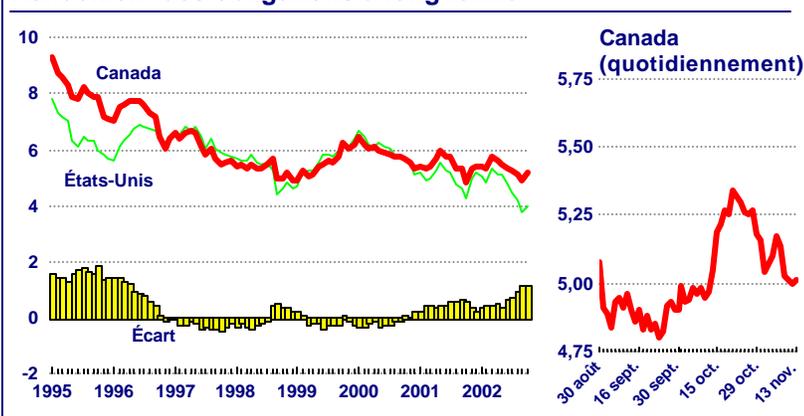


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
2001	2,08	0,19	5,44	0,22
Mai 2002	2,68	0,91	5,49	0,38
Juin	2,78	1,03	5,37	0,62
Juillet	2,88	1,06	5,23	0,72
Août	3,09	1,36	5,14	0,92
Septembre	2,90	1,16	4,92	1,15
Octobre	2,83	1,20	5,16	1,17
13 nov.	2,81	1,50	5,01	1,17

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendant américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2000	5,75	7,50	7,70	7,95
2001	2,25	4,00	4,60	6,85
Mai 2002	2,25	4,00	5,55	7,40
Juin	2,50	4,25	5,55	7,25
Juillet	2,75	4,50	5,35	7,05
Août	2,75	4,50	5,35	6,80
Septembre	2,75	4,50	5,30	6,70
Octobre	2,75	4,50	5,30	7,00
13 nov.	2,75	4,50	4,90	6,70

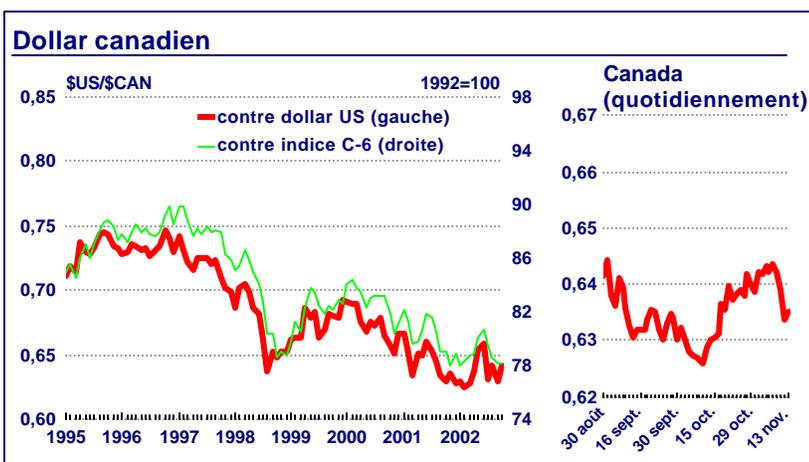


Le huard oscille autour des 63 et 64 cents américains

- De bonnes nouvelles sur l'économie et la prévision d'un élargissement de l'écart entre les taux canadiens et américains ont permis au dollar canadien de se redresser en octobre, celui-ci se hissant à 64,21 cents US, le 31 octobre. Toutefois, le huard s'est par la suite replié, et il a clôturé à 63,5 cents US, le 13 novembre, en raison notamment de la faiblesse de l'économie mondiale et de la baisse des prix des produits non énergétiques.
- Le dollar canadien a perdu les gains qu'il avait faits sur le yen japonais depuis juillet, et il a perdu du terrain par rapport à l'euro au début de novembre.

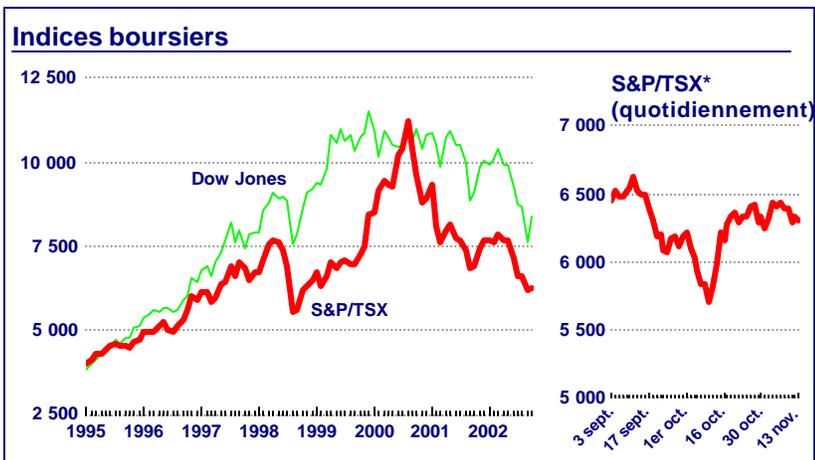
La consolidation de la reprise des marchés boursiers est difficile

- Une série de bonnes nouvelles concernant les bénéfices de plusieurs entreprises au troisième trimestre ont permis aux marchés boursiers de se ressaisir en octobre et au début de novembre. Le 6 novembre, le Dow Jones a clôturé à 8 771 points et le S&P/TSE, à 6 438 points, en hausse de 20,4 % et 13 %, respectivement, par rapport aux creux du 9 octobre. Toutefois, les marchés boursiers ont reculé après la baisse du taux directeur de la Réserve fédérale, ce qui témoigne des répercussions de l'incertitude économique sur la croissance économique.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
2000	0,6669	81,19	1,370	73,64
2001	0,6278	78,95	1,387	80,76
Mai 2002	0,6545	80,15	1,421	81,51
Juin	0,6595	80,73	1,465	80,46
Juillet	0,6318	79,53	1,535	76,25
Août	0,6415	78,54	1,533	75,88
Septembre	0,6300	78,18	1,546	76,81
Octobre	0,6421	78,17	1,548	78,53
13 nov.	0,6350	77,95	1,586	76,29



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - octobre	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX*	6 249	1,1	-9,2
Pétrole et gaz	9 579	-7,3	4,0
Métaux et minéraux	3 644	11,8	2,2
Services publics	9 240	-3,0	-21,3
Papiers et produits de la forêt	4 471	-1,2	9,0
Entreprises de distribution	6 712	-0,3	15,0
Services financiers	9 513	1,6	-4,6
Or	5 430	-10,4	7,8
S&P 500	885,8	8,6	-16,4
Dow Jones	8 397	10,6	-7,5



Tendances de l'économie américaine

La croissance du PIB réel reprend de la vigueur au troisième trimestre...

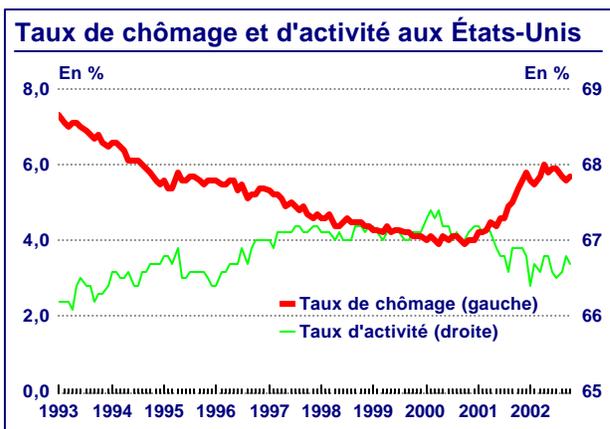
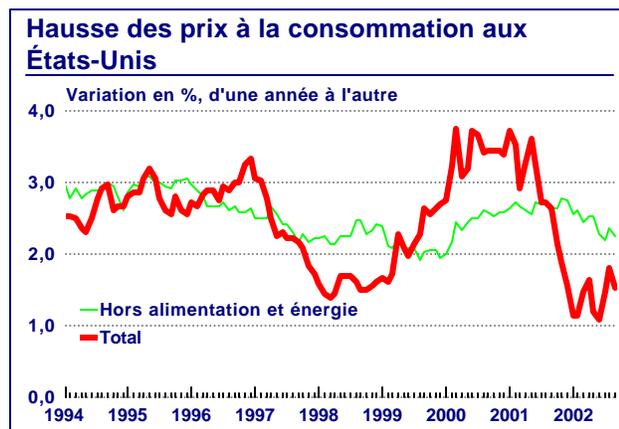
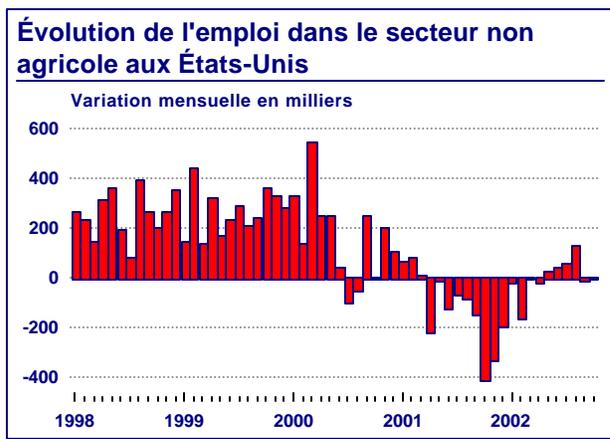
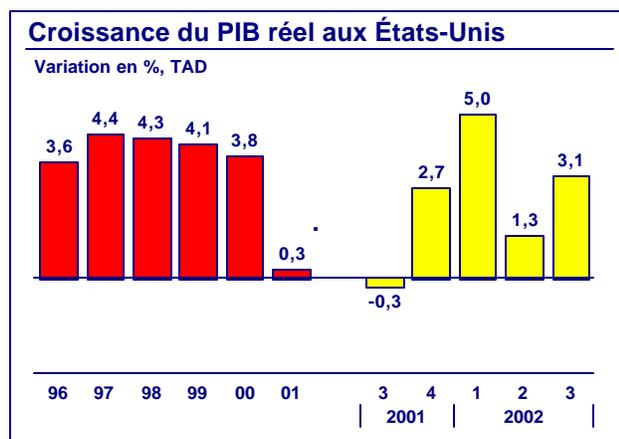
- Selon les estimations anticipées, le PIB réel des États-Unis a augmenté de 3,1 % (taux annuel) au troisième trimestre, en hausse par rapport à 1,3 % au deuxième trimestre. Principalement à l'origine de ce redressement, les dépenses de consommation qui ont grimpé de 4,2 %, sous l'impulsion des ventes d'automobiles, comparativement à 1,8 % au deuxième trimestre. D'autres facteurs ont joué un rôle, notamment la hausse des investissements dans le matériel et les logiciels et des dépenses gouvernementales. Les exportations nettes sont venues atténuer la croissance puisque les importations ont augmenté davantage que les exportations.

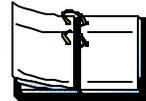
...mais elle devrait ralentir au quatrième trimestre selon les récents indicateurs

- L'évolution récente de la situation indique un ralentissement de la croissance au quatrième trimestre. La consommation, qui avait contribué à la croissance du troisième trimestre dans une proportion de 90 %, s'est essouffée à la fin du trimestre, reculant de 0,6 % en septembre. Par ailleurs, les ventes au détail réelles ont reculé de 0,3 % en octobre à cause de la baisse des ventes de véhicules automobiles et de meubles. Malgré la hausse de confiance des consommateurs en novembre (qui est passée de 80,6 en octobre à 85), celle-ci demeure inférieure à ce qu'elle était plus tôt cette année (96,9 en mai). Tout cela présage d'un affaiblissement de la croissance des dépenses de consommation. De plus, l'indice composé pour le secteur manufacturier de l'Institute for Supply Management (l'institut de la gestion de l'offre) a reculé pour un troisième mois de suite pour s'établir à 48,5 en octobre, et la léthargie des investissements dans les structures non résidentielles continue d'exercer un effet modérateur sur l'ensemble des investissements.

Le marché du travail reste faible en octobre

- Les pertes d'emplois non agricoles se sont poursuivies, soit 13 000 en septembre et 5 000 en octobre. En octobre, l'emploi a diminué pour un 27^e mois consécutif dans le secteur manufacturier, celui-ci affichant une perte de 49 000 emplois. Le taux de chômage est passé de 5,6 % en septembre à 5,7 % en octobre.
- Compte tenu de la faible croissance de l'emploi, la productivité du secteur non agricole a augmenté de 1,7 % (taux annuel) au deuxième trimestre pour s'établir à 4,0 % au troisième trimestre, ce qui a contribué à la maîtrise de l'inflation. En glissement annuel, l'Indice des prix à la consommation (IPC) et l'indice de référence ont augmenté, respectivement, de 1,5 % et 2,2 %, en septembre, soit une baisse par rapport à 1,8 % et 2,4 % en août.





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Septembre	18 novembre
Commerce international - Septembre	19 novembre
Indice des prix à la consommation - Octobre	21 novembre
PIB réel par industrie - Septembre	29 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2002	28 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2002	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2002	29 novembre
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	3 décembre
Enquête sur la population active - Novembre	6 décembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Octobre	19 novembre
Commerce international des biens et services - Septembre	19 novembre
PIB - 3e trimestre 2002, données préliminaires	26 novembre
Situation de l'emploi - Novembre	6 décembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	10 décembre

Nota : Les IEM de novembre sont fondés sur les données connues au 15 novembre 2002